

Monsieur le Maire donne lecture de la lettre du 27 Mai 1977 émanant du Directeur de l'Office Public d'H.L.M. de Meurthe et Moselle qui estime que la délibération prise le 4 Mai 1977 (Récépissé N° 06011 du 31 Mai 1977) est incomplète dans la mesure où elle n'est pas conforme au modèle adressé par courrier du 24 Avril 1977.

Le Conseil Municipal,
après en avoir délibéré,

- estime qu'il n'est pas possible d'adopter un modèle de délibération préparé par l'Office Public d'H.L.M. en fonction des modalités d'intervention fixées par son Conseil d'Administration, sans pouvoir le modifier.
- Si cela était, l'Assemblée délibérante perdrait tout pouvoir de discussion, d'appréciation et de décision.
- En conséquence, la délibération N°64/77 du 4 Mai 1977 (Récépissé N° 06011 du 31 Mai 1977) est maintenue, notamment en ce qui concerne la participation financière.
- confirme la décision de cette réalisation confiée à l'Office Public d'H.L.M. pour la construction de 10 logements ; la taxe locale d'Equipement n'existe plus sur le territoire de la commune de LUDRES.
- Confirme la mise à disposition du terrain nécessaire, soit 2140 m2 cadastré, section Y N°717, à l'Office Public d'H.L.M. par bail emphytéotique de 65 ans, moyennant 1 franc symbolique ; autorise le Maire à signer l'acte notarié et la convention d'emphytéose à intervenir.